

Monsieur le Président Obama
The White House
1600 Pennsylvania Avenue N.W.
Washington DC 20500

Le premier janvier 2012.

Monsieur le Président,

Comme le veut la tradition, je vous présente mes meilleurs vœux pour cette nouvelle année 2012.

Vous avez sans doute passé d'excellentes fêtes de fin d'année auprès de votre épouse, vos filles, vos parents, vos amis.

Six familles, parmi tant d'autres, étaient séparées en cette fin d'année, alors que vous pouviez leur éviter cette douloureuse situation. Il s'agit des familles des cinq cubains Gerardo Hernández, Antonio Guerrero, Fernando González, Ramón Labañino, René González et de celle de votre compatriote Alan Gross

Le soldat israélien Gilad Shalit a été échangé en octobre dernier contre plus d'un millier de prisonniers palestiniens. Nous attendions de votre part, Monsieur le Président, un geste similaire pour la trêve de Noël. Les cinq Cubains et Alan Gross auraient alors pu être dans leurs familles respectives pour les fêtes!

Le mur du silence entourant l'histoire des Cinq a fini par se lézarder au fil des années, grâce en particulier au travail courageux, et inlassable de certains de vos concitoyens. Cette injustice faite aux cinq patriotes cubains commence à être connue et réprouvée dans le monde entier, y compris par des organisations de défense des droits de l'homme comme l'ONU, ou « Amnesty International ».

La détention de Gerardo Hernández, Antonio Guerrero, Fernando González, Ramón Labañino et René Gonzalez restera dans les mémoires comme une des plus grandes injustices de notre temps. Elle continue pour les quatre premiers depuis plus de treize ans. Le fait que la libération de René Gonzalez, qui a purgé sa peine, soit assortie d'une obligation de rester sur le territoire des Etats-Unis pendant trois ans est inhumain. Cet antiterroriste vient de passer treize années en prison, sa famille est à Cuba, et comme si cela ne suffisait pas, votre administration refuse régulièrement à son épouse Olga le visa d'entrée aux Etats-Unis.

Juste après votre élection, je vous avais écrit, le 28 novembre 2008, pour vous féliciter, et vous parler de l'incroyable injustice des Etats-Unis envers ces cinq Cubains.

Les amis des Cinq sont nombreux à Monein, petite ville au pied des Pyrénées où je vis. Comme beaucoup d'autres personnes dans le monde, ils attendent de votre part le geste qui rendra enfin à ces Cubains la liberté qu'ils méritent. Je vous écris au nom de ces amis chaque mois depuis le début de l'année 2009, celle-ci est la trente septième lettre. Les Cinq ont été injustement emprisonnés pendant treize ans, il est temps pour eux de retrouver ceux qui leurs sont chers.

Nous avons sollicité longtemps de votre part une « clémence exécutive » pour les Cinq, car les recours judiciaires sont pratiquement épuisés depuis la décision de la Cour d'Appel du 4 juin 2008.

Nous espérons maintenant de la part de votre administration un geste de réciprocité humanitaire qui ramènerait Alan Gross auprès de sa famille, et les cinq cubains auprès des leurs. Un tel geste ne devrait pas présenter de difficulté diplomatique majeure. Au contraire, il honorerait votre prix Nobel, et réjouirait tous les citoyens épris de paix dans le monde.

Il n'y a pas, Monsieur le Président, de « bons » et de « mauvais » terroristes. Le terrorisme est mauvais, quels qu'en soient les auteurs et le pays qui en souffre. Près de 3500 Cubains ont été victimes du terrorisme orchestré depuis les Etats-Unis. Plusieurs criminels n'ont jamais été inquiétés et continuent à être protégés par votre administration. Le corollaire est bien sûr que ceux qui se mettent en travers de leur sale besogne, comme l'ont fait les Cinq, sont considérés comme « ennemis » par votre administration, comme ils l'étaient par les précédentes.

Ces cinq Cubains ne sont pas ennemis de votre pays. Par leur travail courageux et dangereux au sein des groupes mafieux de Floride, ils ont évité bien des attentats contre Cuba et sauvé beaucoup de vies, y compris celles de citoyens des Etats-Unis.

La plupart des gouvernements successifs des Etats-Unis ont appliqué à l'encontre de Cuba, depuis sa révolution, une politique répressive plus dure encore que celle préconisée par le sous-secrétaire d'Etat pour les Affaires interaméricaines Lester D.Mallory qui écrivait à son secrétaire d'Etat Roy R. Rubottom, le 6 avril 1960:

« La majorité des Cubains soutient Castro, il n'y a pas d'opposition politique efficace...Tous les moyens doivent être entrepris rapidement pour affaiblir la vie économique de Cuba...Une mesure qui pourrait avoir un très fort impact serait de refuser tout financement et livraison à Cuba, ce qui réduirait les revenus monétaires et les salaires réels et provoquerait la famine, le désespoir et le renversement du gouvernement »

Nous attendons avec impatience, Monsieur le président, d'autres relations entre Cuba et les Etats-Unis. Vous avez une opportunité historique de pouvoir y contribuer, ne laissez pas passer cette chance. Dans ce but, nous espérons le dénouement heureux de cette lamentable histoire des Cinq, il est entre vos mains.

Recevez, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments humanistes les plus sincères.

Jacqueline Roussie
64360 Monein (France)

Copies envoyées à: Mesdames Michelle Obama, Nancy Pelosi, Hillary Clinton, Janet Napolitano, à Messieurs. Harry Reid, Eric Holder, John F. Kerry, Pete Rouse, Donald Verrilli, Rick Scott, et Charles Rivkin, ambassadeur des Etats-Unis en France.